

Quand on considère les conditions des pays qui traitent avec l'Union soviétique, surtout si l'on a voyagé en Allemagne, et qu'on a constaté de quelle façon l'Union soviétique conclut des pactes amicaux, c'est-à-dire par des moyens comme le «mur de la honte» de Berlin, par exemple, je crois qu'on est en droit d'affirmer que seul le gouvernement soviétique a eu le front, au XX^e siècle, de se rendre coupable d'une telle monstruosité.

Voilà pourquoi je disais tout à l'heure que notre gouvernement doit être excessivement prudent, avant de négocier avec un pays comme l'Union soviétique, car il faut toujours juger un pays sur son passé, et celui de l'Union soviétique n'est pas très rassurant, lorsqu'on considère ce qui s'est passé en Hongrie, en Pologne et dans tous les autres pays qui ont eu affaire à elle.

Je crois...

M. Albert Béchard (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice): Faut-il vous juger sur votre passé? Vous étiez conservateur avant d'être créditiste.

M. Gauthier: Pardon? Nous sommes à parler, monsieur le président, des relations entre pays et non des relations entre individus. J'entends quelqu'un qui me pose des questions d'ordre personnel. Ce n'est pas le sujet dont on doit parler. Je me garderai bien de m'écarter du sujet, et c'est pour cela que je veux tout simplement faire quelques remarques, sans directement blâmer le gouvernement. Il s'agit simplement d'une mise en garde, parce qu'il faut être très prudent. On peut lire, dans le journal *Le Devoir*, ce qui suit, et je cite:

Trudeau risque de déplaire aux USA.

Je parlais de deux géants, tout à l'heure. Je continue la citation:

Le premier ministre du Canada, M. Pierre Elliott Trudeau, risque de déplaire aux États-Unis et aux autres partenaires de l'Alliance Atlantique dans ses efforts pour renforcer les relations entre Ottawa et Moscou. C'est ce qu'affirment certains dirigeants canadiens.

Mais, ajoutent-ils, Trudeau considère le risque politique comme nécessaire pour le Canada, qui doit affirmer son indépendance vis-à-vis l'influence toute puissante de Washington.

Le premier ministre a déclaré à une conférence de presse à Moscou jeudi que sa stratégie de «diversification» des contacts politiques était nécessaire pour surmonter la pression américaine «sur-puissante» sur les affaires canadiennes.

Les États-Unis sont le plus important partenaire commercial du Canada et probablement sa plus forte influence culturelle. Les deux pays ont aussi un accord de défense mutuelle au sein de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Plusieurs intérêts commerciaux au Canada sont la propriété de sociétés américaines.

Les Canadiens sont très au fait de cela. Trudeau veut faire quelque chose à ce sujet. Le Canada commerce plus que jamais avec les pays communistes. L'an dernier Trudeau a établi des relations diplomatiques avec la Chine communiste, à l'encontre des vœux des États-Unis. Il a également retiré des troupes canadiennes du commandement de l'OTAN.

Il s'agit là de sujets très épineux. Le premier ministre, par exemple, laisse entendre qu'il va inviter l'Union soviétique à réduire l'importance de ses troupes en Europe, alors que le Canada a déjà commencé à ce faire. L'Union soviétique, comme toujours, présente un beau visage, dit qu'elle va tenter de le faire, mais ne fait rien. Elle maintiendra ses troupes en Europe tant et aussi longtemps qu'un seul soldat américain ou autre restera en Europe.

Voilà pourquoi je disais, au début de mes remarques, qu'il fallait se méfier de l'Union soviétique tout en tentant de susciter sa confiance, mais je crois que, dans tous les domaines, il faudra que le Canada ait les yeux tournés tant du côté des États-Unis que de celui de l'Union soviétique. Il faut bien se rendre compte que nous sommes dans le continent nord-américain, et non en Sibérie. Notre commerce normal doit être nord-américain.

Pour cette raison, nous croyons que la discussion en cours, concernant le protocole, a trait à une entente qui n'a rien de définitif ou de concret. Ce n'est qu'un geste de courtoisie que le premier ministre a posé en U.R.S.S., à l'instar des cadeaux qu'il a offerts à tous les autres pays, aux frais des Canadiens. Ce n'est pas si mauvais, si cela peut inciter le gouvernement soviétique à engager un dialogue franc et sincère avec le Canada. Voilà surtout l'aspect de la question qui nous intéresse, et nous demandons au gouvernement, lors des discussions éventuelles de consulter la Chambre avant de signer des ententes.

• (2.40 p.m.)

[Traduction]

M. Alastair Gillespie (secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, ce matin j'ai écouté avec intérêt et amusement le député de Hillsborough (M. Macquarrie). Son discours était distrayant et contenait toutes les fioritures d'un texte shakespearien et je me suis demandé s'il ne se résumait pas simplement à des grondements de fureur sans signification.

Le très hon. M. Diefenbaker: Trouvez quelque chose de plus original.

M. Gillespie: Ce discours visait plus à distraire qu'à informer. Mais que contenait-il? Tentons de déterminer ce que le député a essayé de nous dire ce matin. Nous a-t-il dit qu'il était contre un échange de renseignements avec les Russes? Il m'a semblé un instant qu'il caressait cette idée. Il a essayé d'aborder le sujet mais a fini par y renoncer.

M. MacInnis: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement.

M. Gillespie: Il m'a semblé qu'il en arrivait à décider...

M. l'Orateur suppléant (M. Laniel): A l'ordre. Le député de Cape Breton-East Richmond (M. MacInnis) invoque-t-il le Règlement?

M. MacInnis: Oui, monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement pour attirer votre attention sur le fait que le député n'a pas à nous infliger à nouveau la lecture d'un discours.

Une voix: Oh, asseyez-vous.

M. MacInnis: C'est une pratique à laquelle il a déjà eu recours ici. J'espère que la présidence le rappellera à l'ordre et ne l'autorisera pas à lire un texte préparé par un autre.

Des voix: Bravo!